

Istituto di Studi  
sulle  
Relazioni Industriali

**ISRI**

Via Monte delle Gioie, 1  
Tel. 06 86391126 / 06 86391347 / 06 86391328  
Fax 06 86391019 – E-mail: [isri@isri.rm.it](mailto:isri@isri.rm.it)  
00199 Roma

# **PROGRAMME OPERATIONNEL**

## **ITALIE-FRANCE « Maritime »**

### **2007/2013**

## ***Rapport environnemental***

## ***Résumé non technique***

***Rome, 9 Juillet 2007***

## Table des matières

INTRODUCTION .....	2
<b>1. LE PROGRAMME OPERATIONNEL ITALIE-FRANCE «MARITIME» .....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJECTIF STRATEGIQUE ET PRIORITES DU PROGRAMME DE COOPERATION .....	5
1.2 ELEMENTS QUANTITATIFS .....	7
1.3 VERIFICATION DES OBJECTIFS GENERAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	7
<b>2. ANALYSE DU CONTEXTE DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>9</b>
2.1 APERÇU DES REGIONS CONCERNEES .....	9
2.2 CONSIDERATIONS SUR LES ENJEUX CLES .....	11
BIODIVERSITE .....	12
<b>3. OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>19</b>
3.1 LES ORIENTATIONS ET LA REGLEMENTATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT .....	19
3.2 LA POLITIQUE DE COHESION .....	20
3.3 LES CADRES DE REFERENCE STRATEGIQUES NATIONAUX.....	21
3.4 CONTENUS DU RAPPORT ET OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX.....	22
3.5 INTERACTIONS ENTRE MILIEUX NATURELS ET ACTIVITES HUMAINES.....	25
<b>4. EVALUATION DES INCIDENCES .....</b>	<b>28</b>
4.1 APPROCHE METHODOLOGIQUE POUR L'EVALUATION DES INCIDENCES .....	28
4.2 EVALUATION DES INCIDENCES DES « PRIORITES THEMATIQUES » SUR L'ENVIRONNEMENT .....	30
<b>5. MESURES POUR LA REDUCTION DES INCIDENCES ET POUR LA SURVEILLANCE .....</b>	<b>36</b>
5.1 REDUCTION DES INCIDENCES .....	36
5.2 SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT.....	36

## INTRODUCTION

Le présent document est le résumé non technique du Rapport environnemental du Programme de Coopération Transfrontalière Italie – France « Maritime », qui a été rédigé conformément aux dispositions de la Directive 2001/42/CE.

Ce document vise à permettre au public, même sans compétences spécialisées, de pouvoir participer au processus d'évaluation stratégique des incidences sur l'environnement ( ESE ) du Programme opérationnel (PO), en fournissant son apport en termes de connaissances et d'appréciations.

Afin de simplifier l'éventuel approfondissement des sujets abordés, le résumé a gardé la même division en chapitres que le Rapport environnemental.

### La démarche d'évaluation retenue

Les lignes directrices fournies par la Commission européenne expliquent que les programmes cofinancés par les Fonds structurels dans la période de programmation 2007–2013 doivent se conformer aux obligations et aux actions prévues par la Directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Ainsi, le Programme de Coopération Transfrontalière Italie – France « Maritime » ( ci-après Programme ou PCT ) doit-il, de par sa nature, faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement, conformément aux dispositions de la Directive 2001/42/CE qui établit l'obligation générale d'effectuer une évaluation pendant la mise en place du plan ou du programme et avant qu'il ne soit adopté.

Dès sa mise en place initiale, le Programme Italie – France « Maritime » a exprimé sa volonté d'œuvrer pour améliorer l'environnement dans les régions/zones et dans les secteurs concernés, ce qui est un élément très important pour le développement du Programme et du processus d'évaluation environnementale ; il incombe à ce processus de veiller à ce que les intentions d'amélioration de l'environnement exprimées dans la phase de mise en place soient valorisées et renforcées.

Pour la rédaction du Rapport environnemental, les remarques et les orientations formulées par les autorités compétentes en matière d'environnement dans les précédentes périodes de programmation des Fonds structurels et jugées importantes pour la spécificité du Programme ont été prises en considération en tant qu'éléments préalables d'orientation pour la démarche d'évaluation environnementale.

Aux termes de l'article 47 du Règlement n° 1083/06 portant dispositions générales sur les Fonds structurels, les évaluations doivent tenir compte des dispositions législatives communautaires pertinentes en matière d'impact environnemental et d'évaluation stratégique des incidences sur l'environnement. Par conséquent, le processus d'évaluation environnementale complète et intègre le cadre d'évaluation du Programme décrit dans le Rapport d'évaluation ex ante qui accompagne le projet de Programme, afin d'assurer la promotion du développement durable, conformément à la nouvelle Stratégie de Lisbonne, en encourageant les synergies entre les dimensions économique, sociale et environnementale.

Par l'intégration de considérations liées à l'environnement dès les premières phases de l'élaboration et de l'adoption de plans et programmes, l'ESE (évaluation stratégique des incidences sur l'environnement) permet d'introduire des objectifs de qualité de l'environnement dans les politiques de développement économique et social et elle constitue ainsi un instrument de promotion du développement durable.

Voici les éléments clés de la procédure ESE :

- la rédaction d'un Rapport environnemental, à savoir d'un document qui accompagne le plan ou programme et qui met en évidence la manière dont la dimension de l'environnement y a été intégrée ;
- la participation au processus d'élaboration du plan/programme de l'ensemble des parties prenantes ( « autorités compétentes en matière d'environnement » ou, plus brièvement, « autorités environnementales », et « public concerné » ) qui sont appelées à soumettre leurs observations sur le plan/programme et sur le Rapport environnemental.

Le Rapport sur l'environnement identifie, décrit et évalue les incidences significatives que la mise en œuvre du Programme pourrait avoir sur l'environnement ainsi que les alternatives raisonnables de réduction de ces incidences à la lumière des objectifs et du contexte territorial du Programme, à partir des informations disponibles et compte tenu du niveau des connaissances et des méthodes d'évaluation actuelles, des contenus et du niveau de détail du plan ou du programme.

Le rapport est organisé selon les chapitres suivants :

- chapitre 1 – contenant la description des actions prévues par le Programme, des objectifs et des stratégies de mise en œuvre correspondantes, en vue d'identifier leurs incidences potentielles sur l'environnement et mettant en relation les objectifs spécifiques dégagés avec les principaux critères de durabilité afin de fournir une première appréciation et orientation;
- chapitre 2 – décrivant les éléments clés de l'analyse du contexte de l'environnement dans lequel le Programme est réalisé, en vue d'identifier l'état actuel et les pressions principales qui existent au niveau des différentes priorités thématiques et composantes de l'environnement ;
- chapitre 3 – identifiant les objectifs environnementaux poursuivis et appréciant les interactions entre le Programme et l'environnement en vue de sélectionner les principales composantes et priorités thématiques concernées;
- chapitre 4 – contenant l'évaluation qualitative des incidences potentielles ou réelles par composante et par priorité thématique de l'environnement ;
- chapitre 5 – identifiant les mesures requises pour réduire et pour limiter les incidences négatives potentielles sur l'environnement ainsi que les indications cohérentes en vue de la phase de surveillance qui s'ensuivra.

De plus, les contenus du Rapport environnemental (RE) ont été révisés et adaptés à partir des remarques faites par les Autorités compétentes désignées par les Régions participant au Programme, suite à la présentation du document de « Scoping »

concernant la définition des contenus et du niveau de définition du Rapport environnemental, conformément aux dispositions de la directive 42/2001/CE, plus précisément aux articles 3, 5, 6.

## 1. LE PROGRAMME OPERATIONNEL ITALIE-FRANCE « MARITIME »

Le présent chapitre vise à fournir un aperçu du Programme proposé et à décliner ses contenus, en vue de la phase suivante d'évaluation, en lignes stratégiques, priorités, objectifs, axes et éléments quantitatifs de référence en fonction de la répartition des ressources financières.

A travers l'analyse des lignes d'action du Programme, les priorités thématiques et les enjeux environnementaux majeurs sont identifiés et, par conséquent, les objectifs environnementaux sont définis.

### 1.1 OBJECTIF STRATEGIQUE ET PRIORITES DU PROGRAMME DE COOPERATION

L'objectif stratégique du Programme consiste à :

***améliorer et renforcer la coopération entre les zones transfrontalières en termes d'accessibilité, innovation, valorisation des ressources naturelles et culturelles dans le but d'accroître la compétitivité au niveau méditerranéen, de l'Europe du Sud et global, d'assurer la cohésion territoriale et de favoriser l'emploi et le développement durable à long terme.***

Cet objectif est décliné en quatre objectifs prioritaires qui, à leur tour, se répartissent en objectifs spécifiques qui permettent de définir les stratégies d'action, aussi bien générales que spécifiques ( par axe ), du Programme. Les différents objectifs spécifiques dégagés sont décrits ci-dessous par axes prioritaires.

objectifs prioritaires	objectifs spécifiques
Améliorer l'accès aux réseaux matériels et immatériels et aux services de transport, afin de promouvoir l'intégration et la compétitivité de ces réseaux, en vue notamment de développer les RTE et le système des autoroutes de la mer.	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Encourager des politiques et des actions conjointes visant à développer de nouvelles solutions durables de transport maritime et aérien, y compris entre les ports et les aéroports secondaires, et renforcer les réseaux et les systèmes de mobilité afin d'améliorer les liaisons transfrontalières</li><li>2. Utiliser de manière conjointe les outils des TIC afin de :<ul style="list-style-type: none"><li>• assurer la sécurité maritime des embarcations et des personnes</li><li>• améliorer l'accessibilité des zones isolées</li><li>• promouvoir les systèmes de mobilité multimodale des citoyens dans le domaine du transport par voie de terre, aérien et maritime</li><li>• améliorer l'offre des ports et des services touristiques</li></ul></li><li>3. Promouvoir des services logistiques communs pour un repositionnement stratégique des ports et des aéroports dans la zone concernée et pour une intégration des infrastructures existantes aux RTE et aux autoroutes de la mer</li></ol>
Encourager le développement de l'innovation et de l'esprit	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Promouvoir la création de réseaux entre universités, centres de recherche, pôles technologiques et scientifiques et entre ces</li></ol>

d'entreprise, dans le but plus général d'accroître la compétitivité des PME, de l'industrie, de l'agriculture, de l'artisanat, du tourisme et du commerce transfrontalier à une plus grande échelle méditerranéenne et européenne	<p>structures et les entreprises</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Promouvoir la création de plate-formes de dialogue et améliorer la qualité des services communs innovants à l'intention des systèmes de production locaux, afin de favoriser leur accès aux services de l'administration publique et de l'internationalisation</li> <li>3. Promouvoir, par la caractérisation identitaire des territoires, des actions conjointes et innovantes visant à améliorer la production et la commercialisation de produits de qualité et d'excellence dans les secteurs agricole, agro-alimentaire, de l'artisanat et du tourisme durable</li> <li>4. Coordonner les politiques pour l'innovation afin de promouvoir une orientation commune envers la Stratégie de Lisbonne et de Göteborg et le transfert de bonnes pratiques</li> </ol>
Promouvoir la protection, la gestion et la mise en valeur conjointe des ressources naturelles et culturelles ainsi que la prévention des risques naturels et technologiques, afin d'entamer une stratégie commune d'orientation à la durabilité et à la valorisation de la zone de coopération.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Encourager une gestion intégrée des parcs marins, des parcs naturels, des aires protégées et des zones côtières et développer des actions conjointes de sensibilisation à l'environnement à travers une gestion participative</li> <li>2. Développer le contrôle de l'environnement et la prévention des risques majeurs par l'adoption de solutions communes</li> <li>3. Promouvoir l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et alternatives et la diffusion de la culture des économies d'énergie, en choisissant des partenaires qui aient une solide expérience en matière d'énergie</li> <li>4. Développer des actions de coopération et des instruments de gestion commune pour la protection et la mise en valeur des ressources identitaires et culturelles, matérielles et immatérielles, des sites et des monuments</li> </ol>
Développer la coopération et promouvoir la création de réseaux pour améliorer l'accès aux services publics dits « fonctions urbaines », notamment dans les domaines de la santé, de la culture, du tourisme, de la qualité de la vie et de l'éducation, afin de soutenir la cohésion territoriale.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Favorire la coesione istituzionale e lo scambio di buone pratiche secondo le priorità del PO attraverso la creazione e il rafforzamento delle reti di territori, collettività locali e associazioni</li> <li>2. Encourager la mise en réseau de structures et de services pour la connaissance, la formation, l'innovation, la culture, l'accueil touristique dans le but d'accroître la compétitivité et l'attrait des zones urbaines</li> <li>3. Réduire l'exclusion sociale et encourager l'intégration sur le marché du travail et la mise en réseau de structures et de services dans le but d'améliorer la qualité de la vie à travers la mise en place de réseaux de services publics dits « fonctions urbaines » ( tels que hôpitaux, services de transport intégrés, services pour l'emploi, ...)</li> <li>4. Promouvoir des politiques conjointes pour améliorer l'accès aux services publics urbains par les populations et les entreprises situées en zone rurale et renforcer les liens entre zones urbaines et zones rurales</li> </ol>

## 1.2 ELEMENTS QUANTITATIFS

Afin de rendre plus concrète l'évaluation environnementale réalisée, il a fallu utiliser des éléments quantitatifs de référence ( tels que la répartition des ressources financières par axe et par type de dépenses effectuée par le programme) à titre indicatif. Ces éléments sont reproduits en pourcentage par rapport au programme dans sa globalité dans les tableaux ci-dessous.

Répartition des ressources par axe

Axe	Ressources ( % )
1. Accessibilité et réseaux de communication	30
2. Innovation et compétitivité	20
3. Ressources naturelles et culturelles	30
4. Intégration des ressources et des services	14
5. Assistance technique	6
total	100

## 1.3 VERIFICATION DES OBJECTIFS GENERAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le premier niveau d'évaluation effectué sur le Programme, préalable à la description du contexte environnemental de référence, concerne la vérification de la mise en place des contenus essentiels du programme dans le cadre de la stratégie générale de durabilité environnementale.

A cette fin, les dix critères clés ( en lien avec le développement durable ) sélectionnés et validés pendant les processus de programmation des fonds communautaires précédents ( Manuel pour l'évaluation environnementale des Plans de Développement Régional et des Programmes des Fonds structurels de l'Union Européenne, Commission Européenne, DG XI Aout 1998 ) ont été utilisés.

La comparaison effectuée constitue le point de repère pour la sélection des priorités thématiques / composantes environnementales à prendre en considération ainsi que le terme de comparaison pour l'encadrement de la proposition dans le domaine plus général de la durabilité environnementale, compte tenu aussi du fait que l'évaluation est effectuée en l'absence d'alternatives de référence outre la situation de non-intervention.

Les résultats de cette comparaison sont représentés dans l'encadré ci-dessous, qui met en exergue les incidences, directes et indirectes, tant positives que négatives (Encadré n° 1 : Comparaison entre axes et critères de durabilité).



## ENCADRE N° 1 : COMPARAISON ENTRE AXES ET CRITERES DE DURABILITE

(o) = incidence possible

	AXE 1 Accessibilité et réseaux de communication	AXE 2 Innovation et compétitivité	AXE 3 Ressources naturelles et culturelles	AXE 4 Intégration des ressources et des services
<b>Critère n° 1</b> Minimiser l'emploi de ressources non renouvelables	(o) d/i		(o) i	
<b>Critère n° 2</b> Utiliser les ressources renouvelables dans les limites de leur capacité de régénération	(o) i	(o) i	(o) i	
<b>Critère n° 3</b> Utiliser et gérer les matières et les déchets dangereux ou polluants de manière durable pour l'environnement	(o) d			
<b>Critère n° 4</b> Préserver et améliorer la situation de la faune et de la flore sauvages, des habitats et des paysages	(o) i	(o) i	(o) d	
<b>Critère n° 5</b> Conserver et améliorer le sol et les ressources en eau	(o) i		(o) i	
<b>Critère n° 6</b> Conserver et améliorer le patrimoine historique et culturel	(o) i	(o) i	(o) d	(o) i
<b>Critère n° 7</b> Préserver et améliorer la qualité de l'environnement local	(o) d/i	(o) i	(o) d	(o) d
<b>Critère n° 8</b> Protéger l'atmosphère à l'échelle régionale et globale				
<b>Critère n° 9</b> Développer la sensibilité, l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement		(o) d	(o) d	(o) i
<b>Critère n° 10</b> Promouvoir la participation du public aux décisions en matière de développement	(o) i	(o) i	(o) i	

d/i = directe / indirecte

## 2. ANALYSE DU CONTEXTE DE L'ENVIRONNEMENT

### 2.1 APERÇU DES REGIONS CONCERNEES

#### **CORSE**

La Corse apparaît comme l'une des dernières régions "sauvages" de l'Europe occidentale. Cette caractéristique est un capital de valeur que non seulement les habitants, mais également la France et la Communauté Européenne se doivent de préserver en tant que bien rare et précieux. Cette richesse naturelle est le résultat, en grande partie, de la rencontre entre la montagne – 30 km de verdure qui séparent Porto du sommet de Cinto à 2710 mètres – et la mer, avec ses 1000 km et plus de littoral. C'est pour cette raison que la Corse offre des habitats extraordinairement différents – du désert d'Agriate aux lacs de haute montagne – ainsi qu'une grande richesse en espèces animales et végétales, tant terrestres que marines. Dans un tel contexte le tourisme est à la fois une ressource et une opportunité mais aussi une grave menace potentielle pour le maintien de la qualité des ressources environnementales.

En 1936, les habitants de la Corse étaient 322.854, soit presque 50.000 individus en plus par rapport à l'heure actuelle ( 17%) : une donnée singulière qui met en évidence le parcours de cette région dans l'histoire récente et sa forte marginalité.

#### **SARDAIGNE**

L'idée à la base du Plan pour le Paysage de la Région Sardaigne qui a été établi récemment est la suivante: le paysage – où nature et histoire, lieux et peuples se mélangent – constitue la ressource principale de la Sardaigne. Complexe et fragile, il réunit dans son ensemble des identités locales multiples ; il est le reflet des conflits des dernières décennies entre une civilisation fort enracinée dans l'histoire et dans les lieux et une idée de modernité déformée se traduisant dans l'exploitation sans scrupules des ressources et dans la transformation incontrôlée du territoire.

En particulier, le littoral avec ses multiples catégories de ressources environnementales ( les dunes, les falaises, les étangs, les promontoires, etc. ) est *dans son ensemble* une ressource paysagère de très grande valeur : non seulement pour l'appréciabilité ( parfois exceptionnelle ) des ses éléments individuels, mais encore plus pour la qualité que l'union de ces éléments produit.

La Sardaigne peut vivre son insularité comme une opportunité, car elle peut devenir le centre de la Méditerranée qui, loin d'être un espace limité, est perçu comme un lieu d'inclusion et d'échange. Pour suivre ce chemin, il faut tout d'abord contrôler les processus de transformation et de défense des ressources.

## **TOSCANE**

La Toscane s'étend du versant ouest des Apennins à la mer et elle comprend les îles de l'Archipel Toscan y compris l'île d'Elba, la troisième île italienne par dimension. Son territoire s'étend sur une surface de 22.997 kilomètres carrés ( soit 7,6 % du territoire national ) et la Toscane est la cinquième région italienne par étendue.

Les collines dominent le paysage toscan pour les deux tiers de sa surface, alors qu'un quart est montagneuse et l'on ne trouve des plaines que dans quelques zones à ouest et sur le littoral ( 633 kilomètres, soit 8 % des côtes italiennes ).

Bien que la Toscane montre une image extérieure d'homogénéité, si l'on regarde de plus près, l'on découvre une mosaïque aux pièces nombreuses et singulières: la Toscane "métropolitaine" et "urbaine" des villes où s'entremêlent les activités productives et le tertiaire, avec Florence qui tend de plus en plus à devenir le point de repère de l'ensemble de la région ; ensuite, la Toscane des villes d'art et du patrimoine culturel ; la Toscane des districts industriels et des petites entreprises ; la Toscane des grands trafics maritimes ( le port de Livourne ) ; la Toscane du littoral tyrrhénien avec ses nombreuses opportunités de tourisme balnéaire et ses vestiges de l'industrie « lourde » ; enfin la Toscane agricole, rurale et montagneuse.

Du point de vue environnemental, la Toscane présente à la fois des avantages et des situations fort critiques.

Puisqu'elle se trouve sur l'axe de jonction nord-sud, elle se rapporte à un contexte environnemental élargi, d'où la présence de grandes infrastructures et, par conséquent, d'un niveau élevé de circulation ( essentiellement routière ) avec des effets considérables en termes de pollution, taux d'accidents et transformations. De plus, la Toscane donne sur la mer tyrrhénienne et elle est traversée par le couloir tyrrhénien; tant de conditions géographiques et infrastructurelles produisant à la fois des avantages et des inconvénients.

Les autres problèmes environnementaux sont intérieurs et ont trait aux conditions des emplacements à la fois de la population et des activités de production et de service, qui se concentrent dans des zones restreintes et qui pèsent considérablement sur les ressources naturelles ( sol, eau, air, flore et faune ), produisant des retombées négatives plus ou moins graves.

Pour ce qui est de la population et des services publics, la grande concentration dans les deux zones métropolitaines ( Florence – Prato – Pistoia et Livourne – Pise – Lucques ), et notamment dans la zone de Florence, faute d'infrastructures adéquates visant l'accessibilité à faible impact et à cause d'une politique d'aménagement urbain parfois peu clairvoyante, a créé des déséquilibres évidents sur l'exploitation des ressources et, par conséquent, sur la durabilité environnementale.

## **LIGURIE**

La Ligurie s'étend sur une surface d'environ 5400 km carrés – dont plus de 60% est montagneuse, un peu moins de 6% est plate et le reste comprend des collines – avec un front côtier d'environ 350 km. La population – au 1 janvier 2005 – s'élevait à 1.592.309 habitants, dont presque 80 % résident dans 63 municipalités côtières.

L'état de l'environnement de la Ligurie peut se résumer par les chiffres ci-dessus qui mettent en exergue deux situations extrêmes: la surexploitation du territoire, notamment du littoral qui a eu lieu au cours des dernières décennies ( et qui va attaquer aujourd'hui l'arrière-pays dans les plaines du fond de la vallée ) et l'abandon de la plupart des zones de colline et de montagne de l'intérieur.

Par rapport à une densité moyenne d'environ 300 hab./km carré, en effet, la densité effective de la Région, vis-à-vis les zones intéressées par le recensement, montre que dans la plupart du territoire la densité est moins de 20 hab./km carré et que les habitants se concentrent dans une zone extrêmement restreinte au début de la ligne de la côte où la densité atteint des valeurs plus élevées, voire plus de 10.000 hab. /km carré : 91% de la population résidente se concentre sur une surface équivalant à presque 5% du territoire.

Les données sur l'exploitation du sol confirment ce tableau de la Région: le territoire de la Ligurie est, dans son ensemble, couvert de bois pour plus de 75% ( bien qu'il s'agisse souvent de bois taillis abandonnés ou en mauvais état ou encore en état semi-naturel ), environ 18% est cultivé et un peu moins de 6% est urbanisé ; une importance majeure est également attachée aux cultures intensives et aux serres qui couvrent plus de 5% du territoire ( à peu près comme les zones urbaines ).

Il va sans dire qu'aux deux situations correspondent des enjeux environnementaux tout à fait différents: l'abandon des terres conduit à la perte de la biodiversité, à l'affaiblissement du contrôle sur le territoire, à savoir la prévention des incendies et le régime des eaux, ainsi qu'au changement de la morphologie même des lieux ( étagements et action humaine de maintien ) dans un cadre pareil que la main de l'homme a fortement forgé ; la surexploitation a conduit au gaspillage des ressources, à l'altération du paysage, à un risque accrue à l'égard des eaux, à des niveaux de pollutions désormais insupportables.

## 2.2 CONSIDERATIONS SUR LES ENJEUX CLES

Les **régions insulaires** sont victimes d'inconvénients structurels persistants qui entravent par la suite le développement économique et social des territoires. La Sardaigne et la Corse sont des îles, autrefois liées et ensuite séparées par l'histoire, qui cherchent à retrouver l'unité pour qu'elle devienne leur point fort.

Les deux **régions continentales**, à savoir la Ligurie et la Toscane, sont plus favorisées du point de vue géographique par la présence de zones portuaires de tradition ancienne qui a encouragé des échanges intenses de marchandises et de personnes ainsi que par leur liaison avec les zones internes, d'Italie et de l'Europe, et les autres pays de la Méditerranée et, par la suite, les autres continents.

Les voies de communication et les opportunités commerciales ont entraîné l'établissement d'autres infrastructures de transport, de centres industriels et de zones résidentielles compactes le long des côtes aussi bien de la Ligurie que de la Toscane. Une forte pression sur les milieux naturels et sociaux se concentre dans ces zones qui ne couvrent qu'une moindre partie de la surface territoriale des deux régions.

Les **zones se caractérisant par des problèmes environnementaux** sont nombreuses. Dans ces zones, l'un ou plusieurs facteurs d'exploitation de l'environnement a donné lieu à des impacts multiples considérables sur l'écosystème, engendrant le besoin de politiques environnementales et sectorielles (économiques, territoriales et de protection de la santé) intégrées.

Les zones critiques peuvent être réparties en quatre types selon la nature des pressions sur l'environnement qui sont à l'origine des problèmes environnementaux :

- zones de défense de la population et du territoire;
- zones d'impacts des procédés de production actuels ou précédents (sites à assainir) ;
- zones de protection des biens naturels ;
- zones des grandes infrastructures terrestres et maritimes.

Les zones métropolitaines en sont liées de manière transversale car, en raison de la concentration et des pressions exercées par les villes, les processus socio-économiques et les niveaux de congestion et de pollution de l'air, elles relèvent d'une classification à part.

Il convient de prêter une attention particulière au **système côtier** des quatre régions concernées, car il constitue le milieu où se concentrent aussi bien les opportunités futures de développement que les risques majeurs de dégradation de l'environnement. C'est dans la zone côtière que les activités touristiques et les établissements se concentrent, les pressions sont plus fortes et l'environnement est très vulnérable.

De plus, les quatre régions ont un habitat marin très abondant, où la concentration de cétacés est la plus forte dans l'ensemble des mers d'Italie ; on y retrouve très probablement la plus grande richesse faunique de la Méditerranée toute entière.

Les démarches de protection de cette zone – entamées en 1990 par le lancement d'un programme de protection des cétacés vivant dans les bassins corse, ligurien et provençal, connu comme Projet Pelagos – ont abouti à la constitution du « Sanctuaire international des Cétacés dans la Mer Ligurienne » : une aire protégée, située pour la plupart dans les eaux internationales, qui vise à protéger les 100.000 kilomètres carrés entre Toulon ( France ), Cap Falcone ( Sardaigne de l'ouest ) et Fosso Chiarone ( Toscane ).

## **Biodiversité**

Si l'on compare les données possédées relatives respectivement à France et Italie, les valeurs qui décrivent le patrimoine de la flore du territoire corse et des régions italiennes montrent l'importante richesse de ces territoires. Dans le territoire corse 1872 espèces florales autochtones et 264 endémiques ont été classées (35% du total des espèces endémiques présentes sur le territoire français). Dans le territoire sarde 2407 espèces florales autochtones et 243 endémiques ont été classées. Le paysage ligurien, enfin, en étant le fruit de relations climatiques de type méditerranéen et centre-européen, présente une hétérogénéité environnementale élevée qui explique sa suprématie en Italie du point de vue de la richesse naturaliste (248 espèces d'animaux et végétaux et 71 habitats

protégés selon la Directive Habitat), détenue malgré l'antépénultième place pour superficie territoriale.

Relativement à la vulnérabilité de la flore, le cadre qui apparaît voit la Ligurie, avec son 0,025, comme région où subsiste la densité plus élevée d'espèces insérées en liste rouge (rapport nombre espèce liste rouge/superficie régionale), suivie par la Toscane (0,015), Sardaigne (0,012) et Corse (0,004). Si l'analyse se fait du point de vue du pourcentage d'espèces de la liste rouge présentes sur le territoire régional par rapport au territoire national, le classement voit la Toscane prévaloir avec son 34%, suivie par la Sardaigne (29%), Ligurie (13%) et Corse (7%).

Même pour ce qui concerne la faune le tableau apparaît riche et, au même temps, caractérisé par une grande fragilité : la Corse accueille 76% de la faune ornithologique française protégée selon la Directive Oiseaux, la Sardaigne garde sur son territoire 117 espèces classées dans la Liste Rouge, en Toscane 56 espèces sont en danger.

En Ligurie, enfin, l'aspect plus intéressant de la faune concerne le milieu marin, malgré le fort appauvrissement dû à une exploitation excessive et encore plus par les déchets hautement polluants des industries, qui ont été construites juste en proximité de la côte.

Chaque région qui fait l'objet d'études fait partie du Réseau Nature 2000, qui possède en termes absolus la plus grande partie de la Sardaigne (427.340 ha) et recouvre 38% de la Corse, 30% de la Ligurie, 18% de la Sardaigne et 14% de la Toscane.

La superficie totale des aires protégées atteint la valeur plus élevée en Corse et en Toscane, où elle représente environ 10% du territoire, alors qu'en Sardaigne et en Ligurie elles sont protégées par des lois qui ont créé des parcs et des réserves pour environ 6% de leur extension.

Même si ils constituent des éléments de représentativité certaine, les indicateurs proposés par la région Sardaigne pour les composantes environnementales biodiversité, sol, eau, déchets ne sont pas encore adoptés dans la présente analyse car ils ne sont pas intégrables avec les données des trois autres régions dans le domaine géographique concerné par le PO 2007-2013.

## **Sol**

L'analyse des données hydrogéologiques qui caractérisent les quatre régions révèle une situation de danger plutôt répandue, due en partie aux caractéristiques climatiques et morphologiques des territoires et en partie à leur manière d'utilisation. La Corse est exposée à de graves risques d'inondations et les bassins considérés à haut niveau de risque sont environ trente –qui correspondent à une centaine de communes environ – et sont l'objet d'étude du programme pour la prévention des risques d'inondations.

En Sardaigne les données régionales relatives aux aires à risque (facteur R) indiquent une superficie exposée au risque d'éboulement égale à environ 125.000 hectares, une superficie exposée à de possibles débordements égale à environ 51.000 hectares et aires vulnérables à la désertification qui intéressent 52% environ (1.250.000 ha) de la superficie de l'île.

La Toscane est en train d'intervenir de façon résolue dans la diminution des phénomènes catastrophiques et dans le monitoring de l'état environnemental, en partant d'une situation de risque élevé due à la considérable sismicité de l'aire et à la fréquence auparavant d'événements tels que débordements et éboulements.

Sur le territoire ligurien les faits critiques plus importants sont représentés par l'instabilité des versants (superficie à risque éboulement égale à environ 38.700 hectares) et par la possibilité d'inondation des fonds de vallée.

Pour ce qui concerne les incendies, la situation semble encore critique en Corse, où chaque année sont incendiés en moyenne 10.000 hectares et les zones à risque représentent plus de 80% du territoire, et en Sardaigne, où chaque année des milliers d'hectares de superficie boisée sont parcourus par le feu (7484/an entre 1985 et 2003). En Ligurie l'incidence de la superficie parcourue par les flammes se fixe à 1,3% du territoire régional, plus élevée par rapport à celle qui caractérise la région toscane (0,1%), où le phénomène semble en nette régression.

Du point de vue de la contamination et de l'utilisation des sols, la Sardaigne et la Toscane ressortent parmi les quatre aires considérées pour l'utilisation intense qui a intéressé leurs territoires au fil des années : les données parlent de 691 sites contaminés ou potentiellement contaminés (environ 6% de la totalité nationale) et 493 activités de carrière pour la Sardaigne et de 1392 sites contaminés ou potentiellement contaminés et 517 carrières pour la Toscane, valeurs qui témoignent l'intense activité minière des régions indiquées, nettement supérieure à celle qui a intéressé la Corse (5 sites contaminés ou potentiellement contaminés, environ 0,1% de la totalité nationale et 29 activités de carrière, soit 0,5% de la totalité nationale) et la Ligurie qui possède 139 carrières recensées mais un nombre de sites contaminés ou potentiellement contaminés élevé (38.700).

En analysant, en revanche, les données concernant l'urbanisation l'on remarque un accroissement général du tissu urbain au détriment des aires littorales ou boisées. En particulier, pour ce qui concerne la Corse, des informations tirées de l'Ifen, Institut français de l'environnement, mettent en évidence comme entre 1975 et 1990 celle-ci ait progressé de 32% sur le littoral, en restant à un rythme élevé en particulier dans le Nord de la Corse et en intéressant 2,3% du littoral régional, contre le 11% pour la totalité du littoral français. Même en Sardaigne le pourcentage du littoral soumis à urbanisation est assez élevé. On parle de 27% du littoral régional, face au 58% de la totalité du littoral italien.

Malgré l'extension élevée des superficies agricoles utilisées dans les régions considérées, l'utilisation de fertilisants n'apparaît pas massive, sauf pour le territoire ligurien, où les quantités d'éléments fertilisants utilisés (13,1 quintaux/ha de SAU) résultent élevées, surtout si comparées aux autres données régionales (ex. Sardaigne: 0,35 quintaux/ha de SAU).



## **Eau**

L'analyse des données en possession relatives à la disponibilité et à la consommation de la ressource hydrique révèle comme la Sardaigne soit, parmi les quatre régions considérées, celle où le phénomène de la baisse des précipitations inquiète le plus, en tant que facteur supplémentaire aux effets d'une gestion incorrecte du système de distribution et à ceux engendrés par les aspects hydrogéologiques du territoire sarde (cours d'eaux en torrent, perméabilité relative des sols et manque de nappes souterraines). L'état d'urgence déterminé par l'ensemble des aspects gestionnaires et naturels est mis en évidence par les résultats de l'étude relative aux précipitations: à partir de 1975 elles ont subi une baisse qui a influé sur l'écoulement des eaux avec des valeurs comprises, selon les zones, entre 35 et 55%.

En Corse, Toscane et Ligurie, en revanche, la situation hydrique rentre dans les normes, même si l'entretien insuffisant du réseau de distribution cause, même dans ces territoires, des gaspillages considérables.

Pour ce qui concerne les mesures pour la diminution des consommations l'on met en évidence comme en Ligurie soit encouragée la réalisation d'installations pour la fourniture aux activités productives, où les conditions le permettent, d'eau de qualité inférieure qui provient du recyclage des eaux épurées.

Du point de vue de la qualité, les eaux destinées à la consommation humaine semblent satisfaire les conditions requises par la loi en vigueur et, généralement, tendent à l'amélioration en Sardaigne, Toscane, Ligurie et littoral corse. A l'intérieur de l'île corse se vérifient, en revanche, des problèmes de conformité bactériologique et de nature physiochimique, liés à la présence d'éléments naturels tels que l'antimoine et l'arsenic.

Pour ce qui concerne les eaux superficielles (douces et de mer), l'on évidence le fait qu'elles sont globalement d'une bonne ou très bonne qualité, sauf phénomènes ponctuels de pollution dus, comme dans le cas de la Corse, à l'écoulement d'eaux utilisées par les installations d'aquaculture ou embarcations de plaisance ou, au cours des pénuries estivales/pleines touristiques, aux évacuations d'origine domestique potentiellement polluantes contenant composés azotés et phosphorés, responsables principaux des phénomènes de eutrophisation.

De l'état de qualité globale dérivent les bas pourcentages de littoral avec interdiction de baignade, compris entre 1.3 et 3.6% dans les régions italiennes et qui dérivent essentiellement d'interdictions en correspondance d'aires à forte pression anthropique, comme la cote "apuaia" en Toscane.

Pour ce qui concerne le système d'égouts et d'épuration, même en ayant constaté dans chaque région une évolution positive, il apparaît encore inadéquat pour satisfaire complètement la demande des usagers.

## **Climat et atmosphère**

Les données relatives aux polluants atmosphériques signalent une situation critique associée aux aires urbaines, industrielles et aux grandes infrastructures de communication décelable sur le territoire corse comme dans les régions sarde, toscane



et ligurienne et soumise à monitoring par des systèmes de contrôle qui ne sont pas complètement adéquats.

Relativement aux résultats analytiques, des campagnes de monitoring on décelé des niveaux d'ozone et d'azote proches au dépassement du seuil prévu par la loi en Corse et en Sardaigne et des concentrations élevées de benzène à part dans les îles, même sur le territoire ligurien, même si dans ce dernier territoire elles sont limitées à certains endroits influencés par la circulation routière.

Le problème lié aux concentrations de PM10 est répandu dans les quatre régions concernées, de partout proche ou supérieure aux limites, alors que le bioxyde de soufre présente des niveaux inquiétants en Sardaigne uniquement dans les zones de Portoscuso, Porto Torres et Sassari (pour les 2 derniers centres estimés selon des modèles mais pas confirmés par les relevés).

Pour ce qui concerne les émissions de CO2, elles semblent en accroissement en Sardaigne, Corse et Toscane à cause des processus associables aux centrales énergétiques, aux industries et au secteur des transports.

## **Déchets**

De façon linéaire à la croissance économique, on constate dans les régions concernées un accroissement de la production de déchets, en particulier des déchets spéciaux, qui dérivent des activités industrielles et donc étroitement liés au développement territorial.

Cet accroissement ne résulte pas accompagné par une optimisation de la gestion des déchets, qui est encore inadéquate aux exigences et se base le plus souvent sur des systèmes de remise en décharge et, à de bas niveaux, sur des techniques de récupération énergétique et tri sélectif, qui, même si en retard et encore insuffisante, fait preuve de croissance en Toscane et Ligurie.

On signale en Corse un manque de structures pour le traitement des déchets urbains qui répondent aux normes appliquées en Europe et l'absence de centres de traitement de déchets industriels ou toxiques, remis pour la plupart dans la région PACA (Provence-Alpes-Côte-d'Azur).

## **Population et santé humaine**

Par les informations possédées il apparaît qu'en Corse la présence répandue d'amiante constitue un aspect critique, car il est présent en 130 communes mais ses effets peuvent se vérifier sur une aire plus étendue, surtout en considérant la proximité de 50 autres centres urbains en zones d'affleurement du minéral.

Pour ce qui concerne les installations estimées comme dangereuses pour la santé humaine et l'environnement, elles sont présentes dans le territoire corse comme dans celui des autres régions italiennes considérées. En 2004 en Corse 132 étaient autorisés, face au 61.314 soumis à une autorisation sur la totalité du territoire français.

Pour l'Italie les données relatives aux installations "à risque considérable d'incident" (RIR), c'est-à-dire ceux qui détiennent substances ou catégories de substances

potentiellement dangereuses, en quantités qui dépassent des seuils déterminés, dérivent de l'Annuaire des données environnementales public par APAT. Les données mises à jour selon le D.Lgs. 238 du 21 septembre 2005, en transposition de la directive communautaire 2003/105/CE, n'étant pas encore disponibles, elles se réfèrent au D.lgs 334/99.

Du document APAT il apparaît qu'en Sardaigne les installations RIR sont 46, en Toscane 50, en Ligurie 35, respectivement 4%, 4,5% et 3% de la totalité présente sur le territoire national.

### **Paysage et biens culturels**

Le paysage du territoire corse, tout comme le sarde, toscan et ligurien sont protégés par des plans territoriaux et du paysage et par un système législatif articulé qui montre bien la complexité gestionnaire des territoires considérés et du patrimoine naturel et culturel de ces derniers.

En particulier, pour la Corse, une délibération signée en décembre 1992 par l'Assemblée corse a fourni les directives pour l'élaboration d'un plan de développement en soulignant l'importance du patrimoine culturel de l'île et en visant à son renforcement résolu de façon à concrétiser pleinement celle qui a été jusqu'à présent une vie culturelle vive mais peu soutenue en termes de structures aptes à accueillir des manifestations artistiques telles que, par exemple, représentations théâtrales.

Pour ce qui concerne les trois régions considérées, du point de vue du territoire bloqué selon la loi L. 1497/1939, loi pour la protection des beautés naturelles, et de la loi 431/1985 (Loi Galasso), abrogées par le d.lgs. 490/1999 (Texte unique en matière de biens culturels et environnementaux), la Ligurie se place première, grâce à son 95% de territoire protégé, suivie par la Toscane (82%) et par la Sardaigne (36%).

Relativement aux aspects culturels, les données disponibles indiquent pour la Toscane un nombre de visiteurs de biens culturels considérable : 235 par Km<sup>2</sup>, valeur nettement supérieure à celle attribuée à la Ligurie (25,9 par Km<sup>2</sup>) et aux données en possession concernant la Sardaigne (11,2/Km<sup>2</sup>).

Ce résultat dérive du vaste patrimoine culturel toscan, qui fait apparaître la région comme un grand récipient d'éléments précieux où l'on peut compter 450 musées, 3500 églises monumentales et 300 aires archéologiques.

### **Energie**

De l'analyse des données disponibles apparaît une situation de dépendance générale du territoire corse, tout comme le ligurien, sarde et toscan aux sources énergétiques qui dérivent du pétrole mais il faut aussi signaler que dans toutes les régions considérées sont en cours des plans et des programmes d'expérimentation des sources d'énergie renouvelable.

En Corse en début 2007 le Pole Corse pour les Energies Renouvelables est entré dans sa phase opérationnelle, en Sardaigne l'expérimentation des sources renouvelables

commence à donner d'intéressants résultats, en Ligurie le nouveau plan énergétique prévoit un accroissement de l'utilisation des énergies renouvelables avant 2010.

En Toscane est déjà en cours une production d'énergie électrique produite par des sources renouvelables qui témoigne les efforts pour un changement de tendance : elle est en effet égale à 33% l'énergie extraite de la ressource géothermique, des centrales hydroélectriques et de biomasses et déchets.

Relativement aux consommations énergétiques, l'analyse met en évidence une augmentation générale, due en partie à la croissance du secteur industriel et en partie au système d'utilisation des vecteurs énergétiques, qui est désormais vétuste et avec une rentabilité inadéquate.

De plus, des moyens de caractère général permettront une intégration plus élevée des considérations environnementales en phase de réalisation:

- Impliquer l'Autorité Environnementale dans l'élaboration des instruments de réalisation du Programme (avis et actes de programmation);
- Fonder les choix de localisation des interventions aussi sur l'état des composantes environnementales ;
- Fonder les priorités d'intervention et l'allocation des ressources financières aussi sur les priorités apparues suite à l'analyse environnementale ;
- Prendre en considération l'évolution des indicateurs environnementaux pour une éventuelle réorientation opportune des interventions.

En particulier le monitoring exerce un rôle fondamental dans cette typologie de programme où les objectifs d'axe ont encore un caractère général car ils manquent de dimension, localisation et temporalité, éléments qui peuvent lui attribuer le caractère d'objectifs spécifiques.

### 3. OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

#### 3.1 LES ORIENTATIONS ET LA REGLEMENTATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Les orientations fournies par l'ensemble des plans, des directives et des réglementations qui, aux différents niveaux institutionnels, définissent les stratégies environnementales des politiques d'aménagement et de gestion du territoire ainsi que des politiques sectorielles dans le domaine de l'environnement constituent le référentiel pour identifier les contenus en matière de durabilité environnementale de la stratégie proposée par le Programme opérationnel Italie-France « Maritime ».

Par rapport à ce contexte de plans, programmes et réglementations, il est possible d'élaborer un cadre structuré d'objectifs majeurs en matière de durabilité environnementale, à intégrer dans le Programme en vue de l'analyse de cohérence et dans l'évaluation de la pertinence et de l'efficacité environnementale du programme lui-même.

Pour l'élaboration du cadre de référence, l'on a pris en considération les principaux documents de programme et réglementaires à l'échelle communautaire et nationale qui sont considérés importants pour la sauvegarde et pour la mise en valeur des ressources naturelles et de l'environnement et pertinents au domaine d'action du programme.

**Au niveau communautaire**, le référentiel principal est le document général d'orientation sur la nouvelle stratégie de l'Union européenne en matière de développement durable ( SDD ), qui a révisé la Stratégie de Göteborg de 2001, ainsi que le 4<sup>ème</sup> Programme d'action en matière d'environnement.

L'objectif général de la nouvelle SDD consiste à identifier et à développer des actions permettant d'améliorer sans cesse la qualité de la vie et l'égalité chez les générations et entre les générations, en assurant la prospérité et le développement et, en même temps, une utilisation durable et une gestion efficace des ressources. L'un des objectifs clés de la SDD, c'est la sauvegarde de l'environnement visant à préserver la biodiversité, à respecter les limites des ressources naturelles et à assurer la protection et l'amélioration de l'environnement.

La stratégie de l'Union européenne souligne la nécessité de mettre en œuvre des actions de prévention et de réduction de la pollution de l'environnement ainsi que des actions visant à répandre des modes de production et de consommation durables afin de briser le lien qui existe encore aujourd'hui entre la croissance économique et la dégradation de l'environnement.

En assurant la mise en application du **principe de précaution** et du principe du « pollueur-payeur » et en promouvant l'intégration de considérations de caractère économique, social et environnemental, les Etats membres de l'UE devront mettre en œuvre des politiques de développement qui s'attaquent aux graves problèmes irrésolus, compte tenu des pressions économiques et des tendances actuelles de dégradation de l'environnement.

Changements climatiques et énergie propre, transports durables, consommation et production durables, préservation et gestion des ressources naturelles et santé publique : voici les défis majeurs en matière d'environnement auxquels il faut faire face et par rapport auxquels il faudra fixer des objectifs opérationnels et des buts à atteindre.

Les domaines d'actions prioritaires définis par le 4<sup>ème</sup> Programme d'action en matière d'environnement de l'Union Européenne (2002) sont essentiellement pareils : changements climatiques, nature et biodiversité, environnement, santé et qualité de la vie, ressources naturelles et déchets.

L'identification de ces domaines majeurs témoigne du dépassement d'une approche sectorielle et, donc, restrictive de l'environnement au profit d'une notion plus large de l'environnement, conçu comme un paysage complexe de relations et d'interactions.

Le cadre communautaire est complété par une série de documents de programme et réglementaires plus spécifiques, de protocoles et de conventions qui, par rapport à la stratégie globale décrite ci-dessus, définissent des objectifs généraux et spécifiques de nature sectorielle. Ces documents constituent la source primaire de la réglementation nationale et régionale en matière d'environnement ainsi que le référentiel principal des programmes régionaux sectoriels et ils ont été pris en considération pour la définition des objectifs spécifiques de durabilité environnementale jugés importants pour le Programme.

La Stratégie thématique pour l'environnement urbain est à signaler pour son caractère innovant. Dans le cadre de cette stratégie, conformément au 6<sup>ème</sup> Programme d'action en matière d'environnement, la Commission a fourni une première analyse des problèmes auxquels il faut s'attaquer dans les zones urbaines et elle a proposé des actions sur quatre sujets prioritaires : gestion urbaine durable, transport urbain durable, bâtiment urbain durable et conception urbaine durable, en ce qui concerne notamment la diffusion de bonnes pratiques et l'introduction éventuelle, à l'échelon européen, de l'obligation d'adopter des plans locaux en la matière.

### 3.2 LA POLITIQUE DE COHESION

Les orientations communautaires en matière de cohésion pour la période de programmation 2007-2013, visant à accroître le contenu stratégique de la politique de cohésion et à renforcer les synergies avec les objectifs de la stratégie de Lisbonne révisée (2005), rappellent l'objectif du développement durable en soulignant la nécessité de tenir compte de la protection et de l'amélioration de l'environnement dans l'élaboration des programmes et dans l'identification des projets, afin de promouvoir des synergies profitables entre les dimensions économique, sociale et environnementale du développement régional.

En juillet 2006, la Commission européenne a adopté formellement ses propres propositions relatives aux orientations stratégiques de la Politique de cohésion. Les lignes directrices de cette politique (**Orientations stratégiques de la politique de cohésion, Décision 702/2006**) fournissent une définition ultérieure de l'objectif « Coopération », dont le but principal doit consister à :

- promouvoir une intégration accrue dans le territoire de l'Union,

- soutenir le développement équilibré et durable des macro-régions de l'Union,
- viser à la réduction de l'effet « barrière » à travers la coopération transfrontalière et les échanges des meilleures pratiques.

En ce qui concerne la coopération transfrontalière, les lignes directrices communautaires doivent être adaptées aux situations spécifiques locales, en misant sur la promotion de la croissance et de la création d'emplois et sur l'amélioration des structures de transport et de communication existantes et en prévoyant la possibilité de créer de nouvelles liaisons, ce qui est une condition nécessaire pour le développement de contacts transfrontaliers. Les programmes de coopération transfrontalière doivent, en général, viser à promouvoir :

- le transfert de connaissances et de savoir-faire
- le développement des activités commerciales transfrontalières et du potentiel transfrontalier en matière d'éducation/formation et de soins de santé
- l'intégration du marché du travail transfrontalier
- la gestion conjointe de l'environnement et des menaces communes.

Dans le cadre de l'expérience de coopération transfrontalière pluriannuelle franco-italienne, la politique de cohésion doit soutenir en priorité les actions qui donnent une valeur ajoutée aux activités transfrontalières en améliorant, par exemple, la compétitivité transfrontalière à travers l'innovation, la recherche et le développement ; en reliant les réseaux immatériels (services) ou physiques (transports) dans le but de renforcer l'identité transfrontalière en tant qu'élément de la citoyenneté européenne ; en encourageant l'intégration du marché du travail transfrontalier ou en promouvant la gestion transfrontalière des ressources en eau et la prévention transfrontalière des inondations.

### 3.3 LES CADRES DE REFERENCE STRATEGIQUES NATIONAUX

Chaque Etat membre présente, ce qui est prévu par l'art. 27 du Règlement général (1083/2006), un Cadre de référence stratégique national qui assure la cohérence avec les Orientations stratégiques communautaires pour la cohésion, se rattache aux Programmes nationaux de réforme relatifs à la Stratégie de Lisbonne et représente un instrument de base pour la préparation des Programmes opérationnels.

Les Cadres stratégiques nationaux italien et français identifient des objectifs en commun valables pour la coopération territoriale:

1. soutien à la recherche et à l'innovation
2. valorisation des ressources naturelles et du patrimoine culturel
3. réalisation d'actions communes dans le domaine des transports, de la mobilité et des technologies d'information et de communication
4. intégration socio-économique, spécialement dans les territoires qui présentent un fort potentiel d'intégration (agglomérations urbaines transfrontalières, « communautés de la montagne » en réseaux appartenant à la même zone géographique,...)

Aussi bien du côté français que côté italien beaucoup d'attention est placée au sujet de l'amélioration des mécanismes de gestion, et de la capitalisation des expériences passées.

Le Cadre Stratégique National de l'Italie sur la politique régionale de développement 2007-2013 et le CSRNF - Cadre Stratégique de Référence National de la France, qui ont traduit les orientations stratégiques européennes en priorités, ont mis l'accent sur deux éléments très significatifs dans ce contexte : le premier concerne l'utilisation durable et efficace des ressources environnementales pour le développement, et le deuxième soutient la valorisation des ressources naturelles et culturelles pour l'attractivité et le développement.

Dans ce cadre stratégique la qualité de l'environnement, la durabilité du développement et l'adéquation des services environnementaux deviennent des facteurs de compétitivité, tout comme la valorisation des ressources naturelles et culturelles qui peut se transformer en avantage compétitif capable d'augmenter l'attractivité des territoires.

### 3.4 CONTENUS DU RAPPORT ET OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

L'analyse des lignes d'action du Programme et du contexte environnemental concerné, compte tenu des composantes et des facteurs de l'environnement et du territoire déjà connus, a abouti à l'identification de priorités thématiques / composantes de l'environnement pertinentes, auxquelles sont associés les objectifs environnementaux correspondants.

#### **PRIORITES THEMATIQUES ET COMPOSANTES DE L'ENVIRONNEMENT MAJEURES**

<b>PRIORITE THEMATIQUE / COMPOSANTE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>Objectifs environnementaux</b>
<b>1 Biodiversité</b>	Préserver les écosystèmes Protéger la diversité des espèces
<b>2 Sol</b>	Protéger le territoire des risques hydrogéologiques, hydrauliques et sismiques Réduire la pollution du sol et du sous-sol Assurer une gestion appropriée des bandes côtières
<b>3. Eau</b>	Poursuivre une gestion durable des ressources en eau Préserver, restaurer et améliorer la qualité des ressources en eau



<b>4. Climat et atmosphère</b>	Réduire les émissions de gaz à effet de serre
<b>5. Déchets</b>	Réduire l'utilisation de ressources sans compromettre les niveaux actuels de qualité de la vie Réduire la production de déchets et leur dangerosité et recycler les matières
<b>6. Population et santé humaine</b>	Protéger la population des risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement Prévenir et réduire la pollution industrielle et le risque d'accidents majeurs Promouvoir un développement urbain durable
<b>7. Paysage et patrimoine historique et culturel</b>	Protéger les biens et le patrimoine culturels Assurer un développement territorial intégré
<b>8. Energie</b>	Promouvoir des politiques énergétiques durables

Les objectifs environnementaux pour l'intégration des enjeux environnementaux majeurs dans le Programme ont été identifiés par priorité thématique et par composante analysée. La sélection a été effectuée à partir des contenus des principaux documents de programme et stratégiques communautaires, nationaux et régionaux et à partir des résultats des analyses du contexte environnemental déjà effectuées. Les objectifs tracés ont été déclinés en objectifs environnementaux spécifiques, afin de pouvoir évaluer concrètement la cohérence du Programme avec la protection de l'environnement.

### OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

<b>OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX</b>	<b>Priorité thématique / composante de l'environnement</b>
1.1 Soutien et développement des zones naturelles protégées et des sites Natura 2000	Biodiversité
1.2 Protection des liens et des fonctions des système écologiques ainsi que de la connectivité écologique au niveau terrestre et marin	Biodiversité
1.3 Conservation et restauration des habitats naturels et semi-naturels terrestres et marins, en mettant l'accent sur la frange littorale afin d'encourager le développement naturel de la faune sauvage	Biodiversité
1.4 Réduction de la perte de biodiversité et protection des espèces	Biodiversité



animales et végétales vulnérables ou menacées	
1.5 Prévention des risques actuels et potentiels liés aux incendies de forêt	Biodiversité
1.6 Promotion de la gestion et du développement durables des forêts	Biodiversité
1.7 Promotion et adoption de systèmes de gestion du tourisme qui soient durables pour l'environnement	Biodiversité
2.1 Prévention et gestion des risques naturels liés aux agglomérations, aux implantations d'activités productives et aux infrastructures	Sol
2.2 Prévention de l'érosion, notamment de l'érosion côtière	Sol
2.3 Rationalisation et minimisation de la consommation de sol	Sol
2.4 Promotion d'une gestion durable des surfaces agricoles, en ce qui concerne surtout la protection du sol des principaux phénomènes de dégradation ( érosion et destructuration du sol, perte de matière organique )	Suolo
2.5 Réduction de la pollution du sol et du sous-sol	Sol
3.1 Economie des ressources en eau par l'adoption de matériaux et de systèmes technologiques de pointe dans les procédés de production	Eau
3.2 Protection et restauration de la qualité des entités hydrologiques superficielles et souterraines	Eau
3.3 Préservation, restauration et amélioration de la qualité des ressources en eau par la mise en œuvre d'une gestion intégrée et durable des ressources	Eau
3.4 Réduction de la pollution marine	Eau
3.5 Préservation et amélioration du milieu marin côtier et des eaux de transition	Eau
4.1 Réduction des émissions de gaz à effet de serre	Climat et atmosphère
4.2 Augmentation de la surface de forêt	Climat et atmosphère
4.3 Réduction des impacts sur la qualité de l'air dus au secteur des transports	Climat et atmosphère
4.4 Utilisation des meilleures techniques disponibles afin de réduire les impacts sur la qualité de l'air dus au secteur industriel	Climat et atmosphère

4.5 Réduction des émissions de polluants	Climat et atmosphère
5.1 Récupération de matière et d'énergie à partir des déchets, dans des conditions compatibles avec l'environnement	Déchets
5.2 Réduction de la production de déchets et de leur dangerosité, en encourageant le recyclage	Déchets
6.1 Promotion de la culture, de la sensibilisation et de la formation en matière d'environnement	Population et santé humaine
6.2 Protection de la population des risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement	Population et santé humaine
6.3 Assurance de la sécurité alimentaire et des productions animales	Population et santé humaine
6.4 Réduction des polluants ( engrais et produits phytosanitaires ) dans le sol et le sous-sol	Population et santé humaine
7.1 Minimisation des impacts sur le paysage dus à des travaux matériels et mise en valeur des éléments du patrimoine	Paysage et patrimoine historique et culturel
7.2 Remise en état des éléments du patrimoine culturel	Paysage et patrimoine historique et culturel
7.3 Valorisation du patrimoine historique et culturel	Paysage et patrimoine historique et culturel
8.1 Réduction de l'intensité énergétique et usage efficace et rationnel de l'énergie	Energie
8.2 Production d'énergie à partir d'installations alimentées par des sources renouvelables dans des conditions compatibles avec l'environnement	Energie

### 3.5 INTERACTIONS ENTRE MILIEUX NATURELS ET ACTIVITES HUMAINES

Ce paragraphe met en exergue les interactions entre les priorités thématiques dégagées par le Programme et les objectifs environnementaux clés qui ont été déclinés, afin de vérifier quels sont les éléments pertinents pour les contextes environnementaux des régions concernées qui peuvent être retenus dans le PO. Les objectifs spécifiques et les exemples d'actions possibles par axe prioritaire dégagés par le Programme et décrits ci-dessus ont été pris en considération afin d'évaluer si les différentes priorités thématiques sont susceptibles d'interférer avec chacun des objectifs environnementaux.

### OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX et PRIORITES THEMATIQUES

	PRIORITES THEMATIQUES			
OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX	I	II	III	IV
<b>1 Biodiversité</b>				
1.1 Soutien et développement des zones naturelles protégées et des sites Natura 2000			X	
1.2 Protection des liens et des fonctions des système écologiques ainsi que de la connectivité écologique au niveau terrestre et marin	X		X	X
1.3 Conservation et restauration des habitats naturels et semi-naturels terrestres et marins, en mettant l'accent sur la frange littorale afin d'encourager le développement naturel de la faune sauvage	X		X	
1.4 Réduction de la perte de biodiversité et protection des espèces animales et végétales vulnérables ou menacées	X		X	
1.5 Prévention des risques actuels et potentiels liés aux incendies de forêt				
1.6 Promotion de la gestion et du développement durables des forêts				
1.7 Promotion et adoption de systèmes de gestion du tourisme qui soient durables pour l'environnement	X		X	X
<b>2 Sol</b>				
2.1 Prévention et gestion des risques naturels liés aux agglomérations, aux implantations d'activités productives et aux infrastructures	X		X	
2.2 Prévention de l'érosion, notamment de l'érosion côtière	X		X	
2.3 Rationalisation et minimisation de la consommation de sol				
2.4 Promotion d'une gestion durable des surfaces agricoles, en ce qui concerne surtout la protection du sol des principaux phénomènes de dégradation ( érosion et destructuration du sol, perte de matière organique )				
2.5 Réduction de la pollution du sol et du sous-sol				
<b>3. Eau</b>				
3.1 Economie des ressources en eau par l'adoption de matériaux et de systèmes technologiques de pointe dans les procédés de production				
3.2 Protection et restauration de la qualité des entités hydrologiques superficielles et souterraines				
3.3 Préservation, restauration et amélioration de la qualité des ressources en eau par la mise en œuvre d'une gestion intégrée et durable des ressources				
3.4 Réduction de la pollution marine	X		X	
3.5 Préservation et amélioration du milieu marin côtier et des eaux de transition	X		X	
<b>4. Climat et atmosphère</b>				
4.1 Réduction des émissions de gaz à effet de serre				
4.2 Augmentation de la surface de forêt				

4.3 Réduction des impacts sur la qualité de l'air dus au secteur des transports	X			
4.4 Utilisation des meilleures techniques disponibles afin de réduire les impacts sur la qualité de l'air dus au secteur industriel				
4.5 Réduction des émissions de polluants	X	X	X	X
<b>5. Déchets</b>				
5.1 Récupération de matière et d'énergie à partir des déchets, dans des conditions compatibles avec l'environnement				
5.2 Réduction de la production de déchets et de leur dangerosité, en encourageant le recyclage				
<b>6. Population et santé humaine</b>				
6.1 Promotion de la culture, de la sensibilisation et de la formation en matière d'environnement		X	X	X
6.2 Protection de la population des risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement			X	X
6.3 Assurance de la sécurité alimentaire et des productions animales				
6.4 Réduction des polluants ( engrais et produits phytosanitaires ) dans le sol et le sous-sol				
<b>7. Paysage et patrimoine historique et culturel</b>				
7.1 Minimisation des impacts sur le paysage dus à des travaux matériels et mise en valeur des éléments du patrimoine			X	X
7.2 Remise en état des éléments du patrimoine culturel		X	X	
7.3 Valorisation du patrimoine historique et culturel		X	X	X
<b>8. Energie</b>				
8.1 Réduction de l'intensité énergétique et usage efficace et rationnel de l'énergie	X	X		X
8.2 Production d'énergie à partir d'installations alimentées par des sources renouvelables dans des conditions compatibles avec l'environnement			X	

## 4. EVALUATION DES INCIDENCES

### 4.1 APPROCHE METHODOLOGIQUE POUR L'EVALUATION DES INCIDENCES

La prévision des incidences sur l'environnement est un exercice complexe, surtout lorsqu'il est mené au niveau de plans « stratégiques ». Par conséquent, les incidences sur l'environnement prévisibles sont à considérer selon un certain degré de probabilité.

A cet égard, les « Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences » contenus dans l'annexe II de la Directive 2001/42/CE sont pris en compte. En particulier, afin de déterminer les caractéristiques des incidences, les éléments suivants ont été pris en considération :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences,
- le caractère cumulatif des incidences,
- la nature transfrontière des incidences,
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement,
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences,
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
  - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel,
  - des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites,
  - de l'exploitation des sols,
- zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection au niveau national, communautaire ou international.

Par le processus d'évaluation, il faut identifier la nature et la gravité des problèmes environnementaux liés au Programme. A ce stade, une analyse qualitative est effectuée pour déterminer les éventuelles incidences, tant positives que négatives, que les actions potentielles engendrées par les axes prioritaires peuvent produire par rapport aux objectifs environnementaux définis dans le chapitre précédent et compte tenu du contexte environnemental concerné.

A cet égard, en plus des incidences directes, l'on a pris en considération les incidences indirectes et cumulatives, à savoir, respectivement, les incidences issues directement de la mise en œuvre des différentes parties du Programme ou bien les incidences produites par des causes liées à sa mise en œuvre ou résultant de la somme d'effets secondaires ou n'ayant aucune incidence.

Dans l'évaluation de la capacité d'interaction du Programme, l'on a essayé de tenir compte de la durée des incidences - à court, à moyen et à long termes - de l'intensité de la transformation qu'elles entraînent - permanente ou temporaire - et de leur dimension spatiale - locale, régionale, transfrontalière.

La symbologie synthétique utilisée pour la représentation des incidences dans l'encadré d'évaluation ( **ENCADRE: RESUMES DES INCIDENCES** ) est résumée ci-dessous.

<b>LEGENDE DES INCIDENCES</b>	
<b>EVALUATION DES INCIDENCES</b>	
<b>(d)</b>	incidences directes sur l'objectif environnemental
<b>(i)</b>	incidences indirectes sur l'objectif environnemental
<b>(+)</b>	fournit un apport positif à la réalisation de l'objectif environnemental
<b>(=)</b>	n'est pas en relation avec la réalisation de l'objectif environnemental / ou bien ses incidences ne sont pas significatives
<b>(-)</b>	fournir un apport négatif à la réalisation de l'objectif environnemental
<b>ECHELLE</b>	
<b>(Rg)</b>	L'incidence a des retombées à l'échelle régionale
<b>(Lc)</b>	L'incidence a des retombées à l'échelle locale
<b>(Tr)</b>	L'incidence peut avoir des retombées à l'échelle transfrontalière
<b>FREQUENCE/DUREE</b>	
<b>(L)</b>	L'incidence a une fréquence constante ou de longue durée ou permanente
<b>(B)</b>	L'incidence est occasionnelle ou de courte durée
<b>CARACTERE REVERSIBLE</b>	
<b>iR</b>	L'incidence peut être considérée comme irréversible, à savoir elle produit de telles modifications définitives que l'état originel ne saurait être rétabli
<b>R</b>	L'incidence peut être considérée comme réversible: elle peut être éliminée par des ajustements techniques ou par des processus naturels permettant de rétablir l'état originel

### *Les incidences cumulatives*

En comparant les différentes mesures qui relèvent d'un même objectif environnemental et qui ont des incidences significatives sur cet objectif, les éventuelles **incidences cumulatives** sur l'ensemble du document de Programme sont finalement évaluées. Les résultats de cette évaluation permettent de proposer d'éventuelles modifications ( en termes de contenus et/ou de démarches de réalisation ) en fonction d'une vision globale des incidences du Programme.

## 4.2 EVALUATION DES INCIDENCES DES « PRIORITES THEMATIQUES » SUR L'ENVIRONNEMENT

Les objectifs environnementaux concernés par les quatre axes prioritaires, déclinés en composantes ou priorités thématiques de l'environnement, sont énumérés ci-après :

### *1 Accessibilité et réseaux de communication*

Cet axe prioritaire concerne le transport, surtout maritime et terrestre. Il poursuit des solutions durables et des actions d'amélioration des services soutenues notamment par des actions immatérielles, ayant donc des incidences directes faibles ou nulles sur le contexte environnemental. Dans cette phase d'évaluation, il faut quand même considérer l'incidence produite par la réalisation de ces actions tant en termes de sensibilisation – entraînant sans doute une utilisation accrue des structures – qu'en termes de création de nouveaux services liés à ces structures. En même temps, il ne faut pas négliger l'incidence positive potentielle qu'une utilisation correcte et rationnelle des structures peut produire sur le contexte environnemental concerné.

### **1 Biodiversité**

1.2 Protection des liens et des fonctions des système écologiques ainsi que de la connectivité écologique au niveau terrestre et marin

1.3 Conservation et restauration des habitats naturels et semi-naturels terrestres et marins, en mettant l'accent sur la frange littorale afin d'encourager le développement naturel de la faune sauvage

1.4 Réduction de la perte de biodiversité et protection des espèces animales et végétales vulnérables ou menacées

1.7 Promotion et adoption de systèmes de gestion du tourisme qui soient durables pour l'environnement

### **2 Sol**

2.1 Prévention et gestion des risques naturels liés aux agglomérations, aux implantations d'activités productives et aux infrastructures

2.2 Prévention de l'érosion, notamment de l'érosion côtière

### **3. Eau**

3.4 Réduction de la pollution marine

3.5 Préservation et amélioration du milieu marin côtier et des eaux de transition

### **4. Climat et atmosphère**

4.3 Réduction des impacts sur la qualité de l'air dus au secteur des transports

#### 4.5 Réduction des émissions de polluants

### **8. Energie**

#### 8.1 Réduction de l'intensité énergétique et usage efficace et rationnel de l'énergie.

## ***II Innovation et compétitivité***

Les stratégies et les actions associées à l'innovation et à la compétitivité interviennent directement sur le caractère de durabilité du développement des régions avec une évidente incidence positive potentielle. Dans le cadre de cet axe prioritaire aussi, il subsiste des risques d'incidences indirectes négatives liées à un développement local potentiel de structures au service des nouvelles fonctions : ces éléments devront être évalués dans les phases suivantes de réalisation du Programme par rapport à la taille et à la localisation des actions à entamer.

### **4. Climat et atmosphère**

#### 4.5 Réduction des émissions de polluants

### **6. Population et santé humaine**

#### 6.1 Promotion de la culture, de la sensibilisation et de la formation en matière d'environnement

### **7. Paysage et patrimoine historique et culturel**

#### 7.2 Remise en état des éléments du patrimoine culturel

#### 7.3 Valorisation du patrimoine historique et culturel

### **8. Energie**

#### 8.1 Réduction de l'intensité énergétique et usage efficace et rationnel de l'énergie

## ***III Ressources naturelles et culturelles***

Les objectifs spécifiques fixés se profilent comme un soutien à l'amélioration des conditions actuelles des ressources naturelles et culturelles selon des critères de durabilité environnementale, en produisant des incidences positives sur le contexte environnemental des régions concernées.

### **1 Biodiversité**

#### 1.1 Soutien et développement des zones naturelles protégées et des sites Natura 2000



1.2 Protection des liens et des fonctions des système écologiques ainsi que de la connectivité écologique au niveau terrestre et marin

1.3 Conservation et restauration des habitats naturels et semi-naturels terrestres et marins, en mettant l'accent sur la frange littorale afin d'encourager le développement naturel de la faune sauvage

1.4 Réduction de la perte de biodiversité et protection des espèces animales et végétales vulnérables ou menacées

1.7 Promotion et adoption de systèmes de gestion du tourisme qui soient durables pour l'environnement

## **2 Sol**

2.1 Prévention et gestion des risques naturels liés aux agglomérations, aux implantations d'activités productives et aux infrastructures

2.2 Prévention de l'érosion, notamment de l'érosion côtière

## **4. Climat et atmosphère**

4.5 Réduction des émissions de polluants

## **6. Population et santé humaine**

6.1 Promotion de la culture, de la sensibilisation et de la formation en matière d'environnement

6.2 Protection de la population des risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement

## **7. Paysage et patrimoine historique et culturel**

7.1 Minimisation des impacts sur le paysage dus à des travaux matériels et mise en valeur des éléments du patrimoine

7.2 Remise en état des éléments du patrimoine culturel

7.3 Valorisation du patrimoine historique et culturel

## **8. Energie**

8.2 Production d'énergie à partir d'installations alimentées par des sources renouvelables dans des conditions compatibles avec l'environnement

### ***IV Intégration des ressources et des services***

Cet axe prioritaire vise directement à améliorer la qualité de la vie des citoyens dans les quatre régions transfrontalières, en misant sur des actions dont l'incidence négative serait nulle et en poursuivant la transformation des systèmes d'établissement en

systèmes durables ayant des incidences positives. Pendant la mise en œuvre, il faudra quand même surveiller les incidences secondaires possibles produites par l'attrait que les nouvelles fonctions pourraient engendrer.

## **1 Biodiversité**

1.2 Protection des liens et des fonctions des système écologiques ainsi que de la connectivité écologique au niveau terrestre et marin

1.7 Promotion et adoption de systèmes de gestion du tourisme qui soient durables pour l'environnement

## **4. Climat et atmosphère**

4.5 Réduction des émissions de polluants

## **6. Population et santé humaine**

6.1 Promotion de la culture, de la sensibilisation et de la formation en matière d'environnement

6.2 Protection de la population des risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement

## **7. Paysage et patrimoine historique et culturel**

7.1 Minimisation des impacts sur le paysage dus à des travaux matériels et mise en valeur des éléments du patrimoine

7.3 Valorisation du patrimoine historique et culturel

## **8. Energie**

8.1 Réduction de l'intensité énergétique et usage efficace et rationnel de l'énergie

## ENCADRE: RESUME DES IMPACTS

	PRIORITES THEMATIQUES			
	<i>Accessibilité et réseaux de communication</i>	<i>Innovation et compétitivité</i>	<i>Ressources naturelles et culturelles</i>	<i>Intégration des ressources et des services</i>
<b>Biodiversité</b>				
zones naturelles protégées et sites Natura 2000			(d) (+) (Rg) (B) (iR)	
système écologiques et connectivité écologique au niveau terrestre et marin	(i) (≡) (Rg) (L) (R)		(d) (+) (Tr) (L) (iR)	(i) (+) (Lc) (L) (R)
habitats naturels et semi-naturels terrestres et marins	(i) (≡) (Rr) (L) (iR)		(i) (+) (Tr) (L) (iR)	
espèces animales et végétales vulnérables ou menacées	(i) (≡) (Rg) (L) (R)		(i) (+) (Rg) (L) (R)	
gestion des activités qui soit durable pour l'environnement	(i) (+) (Rg) (L) (R)		(d) (+) (Rg) (B) (R)	(i) (+) (Rg) (L) (R)
<b>Sol</b>				
risques naturels liés aux agglomérations, aux implantations d'activités productives et aux infrastructures	(i) (+) (Rg) (L) (R)		(d) (+) (Rg) (L) (R)	
érosion, notamment l'érosion côtière	(i) (±) (Rg) (L) (iR)		(i) (+) (Rg) (L) (R)	
<b>Eau</b>				
qualité du milieu marin côtier et des eaux de transition	(i) (±) (Lc) (L) (R)		(i) (+) (Rg) (L) (R)	

<b>Climat et atmosphère</b>				
impacts sur la qualité de l'air dus au secteur des transports	(i) (≡) (Lc) (B) (R)			
émissions de polluants	(i) (±) (Lc) (B) (R)	(i) (±) (Lc) (B) (R)	(i) (+) (Lc) (L) (R)	(i) (±) (Lc) (B) (R)
<b>Population et santé humaine</b>				
sensibilisation et formation en matière d'environnement		(d) (+) (Tr) (L) (iR)	(d) (+) (Tr) (B) (iR)	(d) (+) (Rg) (L) (iR)
risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement			(i) (+) (Rg) (L) ®	(d) (+) (Rg) (L) (iR)
<b>Paysage</b>				
impacts sur le paysage			(i) (+) (Rg) (L) (R)	(i) (+) (Rg) (L) (iR)
éléments du patrimoine culturel		(d) (+) (Rg) (L) (iR)	(i) (+) (Rg) (L) (R)	
patrimoine historique et culturel		(d) (+) (Rg) (L) (R)	(d) (+) (Rg) (L) (iR)	(d) (+) (Rg) (L) (iR)
<b>Energie</b>				
usage efficace et rationnel de l'énergie	(i) (+) (Lc) (B) (R)	(i) (+) (Rg) (L) (iR)		(i) (+) (Lc) (B) (R)
sources renouvelables dans des conditions compatibles avec l'environnement			(d) (+) (Rg) (L) (R)	

## **5. MESURES POUR LA REDUCTION DES INCIDENCES ET POUR LA SURVEILLANCE**

### **5.1 REDUCTION DES INCIDENCES**

Là où de l'analyse il est ressorti qu'une priorité thématique du programme a des effets fortement négatifs sur l'environnement, une modification ou une substitution de la priorité thématique même est proposée, si possible, afin de mitiger ces effets négatifs, en considérant éventuelles options alternatives et/ou orientations proposées visant à prévenir ou réduire les effets négatifs des actions délinéées.

Les propositions peuvent concerner:

- échange ou remodulation des contenus des objectifs spécifiques et/ou mesures inhérentes à localisation, technologies, chronogramme;
- conditions pour la mise en oeuvre des mesures comme les critères de recevabilité, les conditions requises pour le monitoring, etc.

Le Programme proposé promeut des stratégies pour la réalisation d'actions et d'interventions de soutien aux régions transfrontalières orientées à la durabilité économique, sociale et environnementale, et il est donc orienté à la détermination d'effets de type positif sur le contexte environnementale, avec la seule permanence de potentiels impacts négatifs de nature indirecte à attribuer à probables situations induites par la réalisation du Programme qui se déterminent dans le contexte de référence.

Dans toutes les situations (fréquentes s'agissant d'un programme) ou l'incertitude sur l'impact dû à un niveau non approfondi de définition de la mesure demeure, il faudra évaluer, dans les phases successives de mise en oeuvre du programme, les opportunes modalités visant à orienter les effets vers le "positif" ou la disparition des effets négatifs prévus.

### **5.2 SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le contrôle des effets environnementaux significatifs dérivants de la mise en oeuvre du Programme, comme prévu par la directive 2001/42/CE à l'art. 10, implique l'élaboration d'un plan en mesure de définir l'activité de monitoring spécifique de la phase de mise en oeuvre et de gestion du programme.

Le Plan de surveillance de l'environnement vise à définir les modalités pour :

- le contrôle des effets environnementaux liés à la mise en oeuvre du programme;
- la vérification du degré d'atteinte des objectifs de durabilité environnementale déterminés;
- l'identification opportune des effets environnementaux imprévus;
- l'adoption de mesures correctives appropriées en mesure de fournir des indications pour une remodulation éventuelle des contenus et des actions prévues dans le programme;
- l'information des autorités ayant des compétences environnementales et du public sur les résultats périodiques du monitoring du programme.

La vérification des effets environnementaux et du degré d'atteinte des objectifs de durabilité environnementale, actions identifiées dans le Plan, prévoit l'utilisation d'indicateurs en mesure de

fournir en quelques lignes des informations à propos de l'état de l'environnement et des causes principales de pression.

Pour la mise au point des indicateurs appropriés aux finalités du plan en question les conditions suivantes suggérées par la littérature ont été considérées :

- Représentativité : l'indicateur doit être clairement mis en relation avec un certain phénomène ou une certaine caractéristique que l'on veut relever ou contrôler ; il doit être fortement relié avec l'effet susdit ; il doit présenter un degré très faible de dispersion statistique ; il doit être difficile à camoufler par des facteurs non strictement pertinents ; il doit avoir une validité suffisamment généralisable à plusieurs situations analogues, même si celles-ci ne sont pas identiques ;
- Accessibilité : l'indicateur doit être aisément mesurable et si possible monitorable automatiquement, il doit être facilement échantillonnable, il doit avoir un seuil de remarquabilité analytique accessible avec des techniques standard ;
- Accessibilité : l'indicateur doit être aisément mesurable et si possible monitorable automatiquement, il doit être facilement échantillonnable, il doit avoir un seuil de remarquabilité analytique accessible avec des techniques standard ;
- Fiabilité : l'indicateur doit avoir des valeurs minimales d'erreurs systématiques ;
- Efficacité : l'indicateur doit être directement et aisément utilisable pour la quantification des actions d'intervention, de coûts et de bénéfices ;
- Disponibilité : les données relatives à l'indicateur doivent être facilement disponibles ;
- Rigueur scientifique : l'indicateur doit être considéré valable du point de vue scientifique.

Dans le but d'une meilleure sélection et interprétation des indicateurs on a employé un modèle connu comme Déterminants, Pressions, Etat, Impacte, Réponses (DPEIR), développé par l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE) et considéré un des instruments les plus utilisés dans les analyses d'impacte environnemental.

L'application du schéma DPEIR dans le plan de monitoring proposé rendra possible l'organisation des données qualitatives et quantitatives selon cinq catégories d'indicateurs :

- Indicateurs sur les Forces Guide ou Déterminants: ils décrivent les développements sociaux, démographiques et économiques dans la société et les changements correspondants dans les modes de vie, les niveaux de consommation et de production globaux ;
- Indicateurs de Pression: ils décrivent les émissions de substances, d'agents physiques et biologiques, l'exploitation des ressources et du terrain ; bref, ils représentent tout ce qui a tendance à dégrader la situation environnementale (émissions de l'atmosphère, production de déchets, les déversement de l'industrie, etc) ;
- Indicateurs d'Etat: ils décrivent les changements dus aux pressions sur l'environnement qui présentent un impacte sur ses fonctions sociales et économiques, par exemple sur sa capacité de fournir des conditions de santé appropriées et sur sa disponibilité en ressources et biodiversité ;
- Indicateurs d'Impacte: ils décrivent les relations cause-effet entre pressions et état ;
- Indicateurs de Réponse: ils concernent les contre-mesures (par exemple : lois, plans d'intervention, prescriptions, etc) adoptées par des groupes sociaux ou des individus ou encore par les gouvernements pour éviter, compenser, mitiger ou s'adapter aux changements dans l'état de l'environnement.

Pour des raisons d'exhaustivité, aux indicateurs qui font référence au modèle DPEIR ont été ajouté des indicateurs « de performance », qui permettront de mesurer le degré d'atteinte des objectifs en

termes absolus et par rapport aux ressources employées. Les indicateurs de performance sélectionnés pour le monitoring environnemental sont identifiés pour chaque activité et en fonction des effets que celle-ci produit sur les objectifs de durabilité spécifiques..

Le monitoring de la série d'indicateurs permettra, ainsi, de rédiger des rapports périodiques dans le but aussi d'informer et de rendre transparente l'activité de mise en œuvre du Programme dans une perspective de sensibilisation et d'information.

<b>INDICATEURS DE PERFORMANCE</b>	
<b>OBJECTIF ENVIRONNEMENTAL</b>	<b>Description</b>
1.1 Soutien et développement des zones naturelles protégées et des sites Natura 2000	Aires protégées concernées (N – Ha) sites Natura 2000 concernés (N – Ha)
1.2 Protection des liens et des fonctions des système écologiques ainsi que de la connectivité écologique au niveau terrestre et marin	Milieus naturels (Ha) Taux de reboisement (ha/an) Augmentation en % de la surface forestière par rapport au total du territoire régional
1.3 Conservation et restauration des habitats naturels et semi-naturels terrestres et marins, en mettant l'accent sur la frange littorale afin d'encourager le développement naturel de la faune sauvage	Diminution du taux d'urbanisation côtière Type d'habitats concernés (N)
1.4 Réduction de la perte de biodiversité et protection des espèces animales et végétales vulnérables ou menacées	Espèces menacées concernées (N)
1.7 Promotion et adoption de systèmes de gestion du tourisme qui soient durables pour l'environnement	Actions visant au développement du tourisme durable Parcours de tourisme durable (N°)
2.1 Prévention et gestion des risques naturels liés aux agglomérations, aux implantations d'activités productives et aux infrastructures	Technologies de l'information et de la communication visant à la prévention et à la gestion des risques Réduction de la surface à risque d'inondations (km <sup>2</sup> ) Réduction de la surface à risque d'éboulements (km <sup>2</sup> ) Réduction du nombre d'habitants exposés à l'amiante (N°) Réduction du nombre d'habitants exposés au radon (N°)
2.2 Prévention de l'érosion, notamment de l'érosion côtière	Côte concernée (Km)
3.4 Réduction de la pollution marine	Projets entamés pour arrêter la pollution marine Réduction des Km de côte où il est interdit de se baigner
4.1 Réduction des émissions de gaz à effet de serre	Réduction des émissions de gaz à effet de serre Ressources employées pour la réduction des émissions de

	gaz à effet de serre
4.3 Réduction des impacts sur la qualité de l'air dus au secteur des transports	Réduction de transport par voie de terre (%)
6.1 Promotion de la culture, de la sensibilisation et de la formation en matière d'environnement	Projets et investissements dans l'innovation et dans la recherche pouvant apporter des avantages pour l'environnement
6.2 Protection de la population des risques pour la santé liés à des situations de dégradation de l'environnement	Réduction des installations dangereuses pour les populations et pour l'environnement (N°) Réduction des surfaces occupées par des décharges (ha) Réduction du nombre de personnes habitant en zone bruyante
7.2 Remise en état des éléments du patrimoine culturel	Eléments du patrimoine culturel remis en état par rapport au total des projets financés
7.3 Valorisation du patrimoine historique et culturel	Actions de mise en valeur du patrimoine historique et culturel par rapport au total des projets financés
8.1 Réduction de l'intensité énergétique et usage efficace et rationnel de l'énergie	Réduction de l'intensité énergétique
8.2 Production d'énergie à partir d'installations alimentées par des sources renouvelables dans des conditions compatibles avec l'environnement	Energie primaire (électrique et thermique) produite à partir de sources renouvelables et détail par type de source